

search...


[Home](#) [News](#) [Archives](#)
[Home](#) › [News](#) › Interview: Eric Ng Ping Cheun, économiste

Interview: Eric Ng Ping Cheun, économiste



Written by Administrator

Friday, 28 August 2015 15:39

[Interview: Eric Ng Ping Cheun, économiste et directeur de PluriConseil](#)


« Créer 100 000 emplois avec une croissance économique annuelle de 5,5%, ce sera vraiment un miracle »

Dialogue Public/Privé : 'Il ne saurait être question d'un dialogue strict entre les élites politique et économique... Le peuple se sentirait cocufié, voire délaissé'

* 'Qui décide vraiment de la politique économique du gouvernement ? On ne le sait pas trop'

Economic Mission Statement : Beaucoup attendaient ce discours du Premier ministre afin de relancer l'économie locale sur des bases solides. Il est certain que le leadership est nécessaire quand il s'agit de relancer une machinerie qui s'etiole et se tasse. Afin de mieux comprendre l'impact d'un tel discours sur les acteurs du secteur financier et économique, Eric Ng Ping Cheun nous livre ses impressions. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et il lance, en cette fin de semaine, un nouvel ouvrage intitulé *L'économie de la diversité*, dédié à Sir Seewoosagur Ramgoolam.

Mauritius Times: Qu'il soit un "pur exercice de propagande politique" , ou qu'il s'agisse simplement d'une tactique politique visant à « vendre du rêve », selon les qualificatifs employés par des dirigeants de l'opposition, Sir Anerood Jugnauth aura quand même réussi, samedi dernier, à remettre l'économie sur le tapis avec son *Economic Mission Statement* mais surtout à susciter le débat sur de grandes questions d'intérêt national dont l'accès aérien, le secteur public, la création d'emplois, le rapprochement entre Maurice et l'Afrique. On passe donc du syndrome de "nettoyage" à la nécessaire phase de construction ? Et c'est tant mieux ?

Eric Ng Ping Cheun : Les premiers mois du nouveau gouvernement étaient consacrés essentiellement à faire le « nettoyage » des mauvaises pratiques de l'ancien régime. Cela ne pouvait que réjouir la population qui venait de sanctionner celui-ci.

Mais le « nettoyage » s'est transformé en un « désordre ». Certes, on ne fait pas d'omelette sans casser

des œufs. Mais le gouvernement tarde à remettre les choses en ordre. C'est pourquoi les problèmes liés à l'effondrement du groupe BAI commencent à lasser les gens. De plus, d'autres affaires sérieuses, comme celle impliquant le Directeur des poursuites publiques, ont alimenté un climat de soupçon. On se pose maintenant des questions sur les intentions réelles de ceux qui ont été élus pour redresser le pays. On se souvient qu'au lendemain de la fermeture de la Bramer Bank, le ministre des Finances avait déclaré que « la crise était derrière nous » et qu'il pouvait se concentrer sur les mesures de son budget. En vérité, le pire était à venir. Les dossiers de la BAI ont été mal gérés avec les conséquences que l'on sait. Le gouvernement s'est efforcé de circonscrire l'incendie, mais a négligé l'économie.

Le ministre des Finances lui-même s'est montré plutôt discret. Il a jusqu'ici donné très peu d'interviews de presse. Il faut dire que son collègue des Services financiers lui a fait de l'ombre sur des sujets sensibles comme le traité de non double imposition entre Maurice et l'Inde. Qui décide vraiment de la politique économique du gouvernement ? On ne le sait pas trop.

La confusion a commencé à s'installer parmi les opérateurs privés. Des projets d'investissement demeurent bloqués dans l'engrenage administratif. Le « feel good factor » s'est dissipé, et on devient de moins en moins confiant quant à la capacité des gouvernants de relancer réellement l'économie. Dans ce contexte, il est essentiel pour le Premier ministre, jusque-là assez effacé, de se mettre en avant pour donner un sens de direction, et surtout de leadership, sur le plan économique.

*** Beaucoup d'analystes économiques soutiennent que le premier budget du gouvernement Lepep n'a pas provoqué le déclin souhaité, et ils se demandent comment l'Economic Mission Statement du Premier ministre parviendra à réussir ce qui a été annoncé il y a cinq mois par le ministre des Finances. L'implication personnelle de Sir Anerood Jugnauth fera-t-elle la différence ?**

Je vous rappelle que le secteur privé avait applaudi à tout rompre ce premier budget. J'étais un des rares économistes à mettre en garde contre le fait que le budget manquait singulièrement d'audace pour stimuler la croissance économique dans le court terme. On entend aujourd'hui les mêmes applaudissements par rapport à l'*Economic Mission Statement*.

Il n'y a rien dans cette déclaration de mission économique qu'on ne savait pas déjà. A l'exception du projet de créer une compagnie d'aviation régionale, le Premier ministre n'a rien annoncé de nouveau. L'*Economic Mission Statement* n'est qu'une sorte de rappel, ou de synthèse, de ce qui a été dit dans le discours-programme 2015-2019 et dans le budget de 2015-2016.

La seule bonne nouvelle par rapport à cette initiative du Premier ministre, c'est qu'il s'est engagé à être présent sur le front économique et à renouer un dialogue structuré avec le secteur privé.

Historiquement, ce dialogue public-privé a été un facteur-clé du succès économique de Maurice.

Aujourd'hui, cependant, l'économie mauricienne s'est démocratisée et s'est diversifiée dans la mesure où elle ne repose plus seulement sur les piliers traditionnels que sont le sucre, le textile et le tourisme. Donc, il ne saurait être question d'un dialogue strict entre les élites politique et économique, comme on l'a vu précisément durant la période 2000-2005. Le peuple se sentirait cocufié, voire délaissé.

L'implication personnelle de Sir Anerood Jugnauth dans l'administration de l'économie peut faire la différence. Mais soyons réalistes. C'est un travail très stressant pour un homme de 85 ans. Combien d'heures effectives par jour peut-il travailler ? Il délègue son autorité, mais il doit aussi mettre la main à la pâte.

*** Réussir un second « miracle économique » avec la création de 100 000 emplois privés, une croissance économique de 5,5% à partir de 2017, et un PIB par habitant de 13 500 dollars, alors que la situation économique est volatile sur le plan international, surtout sur nos principaux marchés d'exportation, cela paraît difficilement réalisable. Qu'en pensez-vous ?**

Attention ! Comment est-on arrivé à ces chiffres ? Nous vivons dans l'économie réelle, pas dans l'économie vaudou. Que la situation économique internationale soit favorable ou défavorable, Maurice ne réalisera pas ces objectifs chiffrés.

100 000 emplois privés en cinq ans ? Le gouvernement Lepep ne peut même pas tenir sa promesse de créer 15 000 emplois par an. Maintenant, qui va croire qu'il est capable de créer 20 000 par an, et cela, sans compter qu'il doit compenser les plus de 5 000 jobs perdus au cours du premier semestre de 2015 ? S'il parvient à créer 100 000 emplois pendant cinq ans avec une croissance économique annuelle de 5,5%, ce sera vraiment un miracle. Durant la période de 1984 à 1989, marquée par le boom économique, il a fallu une croissance moyenne de 7,0%.

Croissance de 5,5% à partir de 2017 ? On nous avait promis plus de 5,0% de croissance pour l'année 2015. Puis, le budget a prévu 5,3% pour 2015-2016 et 5,7% pour 2016-2017. Maintenant, on se réfère à 2017. Pourquoi pas 2016 ? Comme dit l'Anglais, « we are chasing a moving target » !

Venons-en maintenant au PIB par habitant de 13 500 dollars dans trois ans. Est-ce réalisable ? Commençons d'abord par stabiliser la roupie ! Avec une dépréciation de plus de 20% de la roupie contre le dollar américain depuis le début de l'année, et avec une croissance nominale du PIB en dessous de 10%, il est évident que notre PIB par habitant, qui était de 9 500 dollars en 2014, va reculer en 2015. Sur la base d'une croissance réelle de 5,5% par an, il sera impossible d'atteindre un PIB par habitant de 13 500 dollars en trois ans même avec une roupie stable.

*** Pour qu'on puisse réussir ce pari économique, faudrait-il que le service public et le secteur privé fassent l'effort de changer de « mindset », le premier en se muant en « facilitateur » et en assurant la mise en oeuvre de grands projets, et le second en faisant preuve d'initiative et de prédisposition à prendre des risques et à envisager d'autres investissements que les restyled-IRS que sont les *Smart Cities*, non ?**

Il n'y a pas de doute que les secteurs public et privé doivent travailler ensemble pour faire progresser le pays. Il va de soi que l'un agit comme facilitateur, et l'autre comme preneur de risques. Ce qui me surprend, c'est le fait que le Premier ministre a dû faire ressortir cela dans son discours samedi dernier, explicitant fort probablement la détérioration des relations entre les deux parties ces derniers mois.

Suivant les élections générales, le gouvernement aurait dû faire bon usage de l'état de grâce pour faciliter les projets d'investissement qui restaient calés dans la bureaucratie publique. Mais il a préféré disperser son temps et son énergie dans le « nettoyage ». Entre-temps, les fonctionnaires ont repris leurs vieilles habitudes, estimant que les dossiers économiques n'étaient pas la priorité du gouvernement. Quand un ministre a l'esprit ailleurs, il ne faut pas compter sur les chefs du ministère pour recentrer son attention sur les vrais problèmes. Les fonctionnaires mauriciens ne sont pas formés pour être proactifs, mais pour suivre l'agenda de leur ministre de tutelle.

Il est quand même inquiétant que la mentalité de « eux contre nous » continue de perdurer dans la fonction publique en 2015. Une nouvelle mentalité devra définitivement prévaloir, comme le réclame le secteur privé. Mais ce dernier est aussi appelé à changer d'attitude. Il nous faut des entrepreneurs qui prennent des risques dans des activités autres que l'immobilier, et non des éternels chercheurs de rentes qui attendent tout de l'Etat avant d'investir dans de nouveaux projets.

*** La question qui se pose toutefois, c'est de savoir si le pays dispose de moyens nécessaires pour concrétiser les ambitions du Premier ministre ?**

L'Etat et le secteur privé sont tous deux lourdement endettés. Je ne vois pas comment le premier pourra à lui seul investir dans de gros projets (Rs 75 milliards en cinq ans selon l'Economic Mission Statement) sans laisser filer l'endettement public. La dette du secteur public a dépassé le seuil de 60% du produit intérieur brut pour atteindre 63,4% au 30 juin 2015.

D'après le Public Debt Management Act 2008, il devra être ramené à 50% du PIB jusqu'en 2018, c'est-à-dire dans trois ans. Cet objectif me paraît maintenant difficile à atteindre. Il faut savoir qu'on a repoussé l'échéance une fois après l'avoir initialement fixée à 2015. Va-t-on le faire une deuxième fois ? Ce sera un mauvais signal envoyé aux investisseurs qui s'intéressent à notre gestion des finances publiques.

Les groupes privés sont aussi financièrement essoufflés. Depuis quelques années, ils se sont engagés dans un processus de désendettement, comme en témoignent les nombreuses levées de capitaux sur le marché boursier. Il est improbable qu'ils renversent cette tendance en s'endettant fortement auprès des banques. Au cas où celles-ci décideraient de les financer à des taux d'intérêt favorables, elles prendraient de très gros risques par rapport à la capacité de remboursement des emprunteurs.

De plus, étant donné le niveau très bas de l'épargne domestique, les crédits créés par les banques alimenteraient l'inflation. Franchement, je pense que l'économie n'a pas la capacité d'absorber Rs 183 milliards d'investissements privés pendant les cinq prochaines années face à l'anémie de la demande.

Tout compte fait, il faudra envisager des partenariats publics-privés. C'est un concept dont on a entendu parler depuis vingt ans déjà, mais qu'on n'a jamais vraiment essayé. Voilà qui devrait être le principal chantier du comité de haute instance qui réunira des représentants du gouvernement et du secteur privé sous la présidence du Premier ministre chaque trimestre.

*** Qu'est-ce qui, selon vous, serait « achievable », et sous quelles conditions ?**

J'ai l'intime conviction que le plus important, c'est de faire bien, sinon mieux, les choses que nous faisons déjà. Les politiciens aiment annoncer des projets grandioses pour impressionner les gens. Mais nous continuons à nous complaire dans la médiocrité au quotidien. Délaissons d'abord cette médiocrité et ayons plutôt l'obsession de la qualité.

Dans le secteur public, si chaque fonctionnaire acceptait de travailler trente minutes de plus par jour

avec le même salaire, si chacun donnait un service satisfaisant au public, et si l'on se montrait appliqué et honnête dans son travail, le pays ferait un bond en avant. De même, si le secteur privé devenait plus entreprenant, s'il faisait davantage confiance aux compétences locales, s'il avait l'esprit plus ouvert à la concurrence, et s'il améliorait ses services de relation client, notre économie gagnerait quelques points de croissance. Tout cela me paraît réalisable moyennant que tout le monde sorte de son petit confort pour servir l'intérêt national du pays.

*** Créer les emplois dans le secteur financier, l'économie bleue, la santé, la biotechnologie, les technologies informatiques et de communication et le Knowledge Hub nécessitera au préalable une masse critique de main-d'œuvre qualifiée qui correspond aux attentes des promoteurs. Parvenir à relever le défi de la formation exigera l'encadrement nécessaire et le temps de sa mise en place, n'est-ce pas ?**

D'abord, laissez-moi vous dire ma perplexité devant la volonté affichée du gouvernement de créer 25 000 emplois dans l'économie bleue d'ici à cinq ans. On n'a même pas commencé à poser les fondations de ce nouveau secteur en termes d'infrastructures, de renforcement des capacités et d'expertises techniques. Sachez que notre secteur de l'externalisation et des services informatiques a pris dix ans de croissance continue pour arriver à 20 000 emplois aujourd'hui. Et puis, associer l'économie bleue simplement à l'industrie de la pêche, c'est faire preuve d'un manque de vision. L'économie bleue, c'est surtout l'exploitation des ressources marines à des fins industrielles, comme la fabrication de produits pharmaceutiques ou la production de l'énergie thermique.

Ensuite, vous avez raison de dire qu'il faudra une masse critique de main-d'œuvre qualifiée pour développer les secteurs des services. Il en est de même pour diversifier notre industrie manufacturière dans des activités à forte valeur ajoutée comme l'ingénierie et la mécanique de précision. Or, bizarrement, *l'Economic Mission Statement* fait l'impasse sur la formation technique et professionnelle, le terme « training » n'y étant pas mentionné une seule fois. Comme quoi, on pense trop au « hard infrastructure », et pas assez au « soft infrastructure ». La qualité des ressources humaines est aussi importante que celle des infrastructures physiques.

*** On affirme qu'un des éléments-clés de la relance économique, c'est la confiance, ce qui pourrait signifier différentes choses pour les différents stakeholders. Qu'entend-on par cela ?**

On entend par confiance que le gouvernement fait ce qu'il dit, qu'il ne revient pas sur ses engagements, et qu'il applique les bonnes politiques. Il dit qu'il sera un facilitateur des affaires : l'opérateur privé attendra de voir comment cela aura lieu dans la pratique. Le Premier ministre s'est engagé à créer un deuxième miracle économique avec à la clé 100 000 nouveaux emplois privés en cinq ans : la population jugera sur pièce ! Le secteur public adoptera une politique de main tendue au secteur privé : espérons qu'elle donnera des résultats concrets.

La confiance ne se décrète pas, elle se construit. Elle est un tout qui est plus que la somme des parties. Ce tout, c'est la bonne gouvernance du pays. Lorsque les institutions judiciaires sont ébranlées, que les régulateurs sacrifient leur indépendance vis-à-vis du pouvoir politique, que les appels à manifestation d'intérêt sont entachés de soupçon, et que les arrestations policières deviennent faciles, pour ne pas dire arbitraires, les investisseurs perdent confiance dans les autorités.

Par ailleurs, la confiance doit régner parmi ceux qui veulent l'inspirer, c'est-à-dire les gouvernants eux-mêmes. Les crocs-en-jambe entre partenaires de l'alliance gouvernementale, les incohérences des politiques et les divergences de vue ministérielles augmentent l'incertitude chez les acteurs économiques par rapport à la décision d'investir. Finalement, le climat social est un élément constitutif de la confiance.

*** Par ailleurs, que pensez-vous de la proposition visant à libérer l'accès aérien ? Sauvegarder l'intérêt national tout en favorisant la relance de la croissance économique : il y a un juste équilibre à trouver, et il y a beaucoup d'enseignements à tirer à partir de l'expérience d'Emirates, n'est-ce pas ?**

Il faut impérativement libéraliser l'accès aérien. Il convient de féliciter le Premier ministre pour sa position très courageuse. Elle contraste avec le positionnement opportuniste du leader de l'Opposition qui, sur une radio privée mardi dernier, affirmait entrevoir un éventuel « crash » d'Air Mauritius. Il faut cesser de faire de la basse politique sur des enjeux d'intérêt national.

Il n'est pas logique de protéger une seule compagnie au détriment de plusieurs secteurs de l'économie. Il convient de préciser qu'Air Mauritius ne représente pas l'intérêt national. En fait, c'est l'intérêt particulier qui s'oppose à la relance de la croissance économique.

Pour transformer Maurice en une économie à revenus élevés, il faudra définitivement ouvrir l'espace aérien. C'est le seul moyen de diversifier nos marchés émetteurs de touristes et d'accroître ainsi les arrivées touristiques. La destination mauricienne est encore trop chère, en raison du prix élevé du billet d'avion, et seule la compétition parmi les transporteurs peut la rendre plus compétitive. La concurrence

est déjà féroce chez les hôteliers au vu de l'offre excédentaire de chambres.

La libéralisation de l'accès aérien soutiendra aussi notre stratégie économique sur le continent africain. Sans une bonne connectivité aérienne, les Mauriciens ne seront pas encouragés à prospector les marchés africains. Le coût du fret aérien pour l'exportation de marchandises est dissuasif. Même pour l'exportation de services, un investisseur potentiel doit souvent se déplacer, et l'absence de vols directs entre Maurice et des capitales africaines constitue un handicap.

Vous parlez d'Emirates. Il faut savoir pourquoi les Mauriciens et les touristes choisissent ce transporteur. Ils regardent le service, le confort, la flexibilité et d'autres avantages. A Air Mauritius de niveler par le haut, et non par le bas. Notre compagnie d'aviation nationale aura à se battre en étant efficace au moindre coût. Il y aura un prix politique à payer, mais les gains pour l'économie seront significatifs.

Quant au projet de transporteur régional, c'est une belle idée qui mérite qu'on explore toutes les possibilités de sa mise en application. Qui seront les actionnaires de la compagnie d'aviation régionale ? Les gouvernements concernés lui accorderont-ils des droits de cinquième liberté, ce qui permettra au transporteur d'atterrir successivement dans plusieurs pays de la région ?

La question de la rentabilité se posera inévitablement. Pour se faire une idée, il faut savoir qu'Air Mauritius subventionne la ligne Maurice-Rodrigues, et que le prix du billet Maurice-Réunion par kilomètre est le plus cher au monde. La politique de prix du transporteur régional dépendra de la demande, qui est liée au dynamisme économique et commercial de la région.

*** Réussir le pari économique, créer de l'emploi, contenir le coût de la vie, résoudre des problèmes concrets : ce sont de grands défis. Et il n'est pas évident que des solutions immédiates soient proposées. Il y a aussi les effets de l'affaire BAI sur l'économie, comme les pertes d'emplois...**

Effectivement, *l'Economic Mission Statement* nous propose une vision à l'horizon de 2030 et très peu de solutions de court terme. Admettons tout de même que les ministres cherchent tous les jours des solutions aux problèmes du pays. Le Parlement reprendra ses travaux mardi prochain, ce qui permettra l'adoption de projets de loi. On souhaite que les vacances parlementaires soient moins longues à l'avenir. Après neuf mois au pouvoir, le gouvernement Lepep a encore beaucoup de promesses électorales à concrétiser.

Au plan de l'économie en particulier, l'heure est à l'action. Les opérateurs sont fatigués d'entendre de bonnes intentions qui n'ont pas de suite. Ils veulent des actions concrètes, assorties d'un bon leadership économique à la tête du pays. Si le gouvernement évitait de créer lui-même des situations difficiles, comme on l'a vu dans la gestion hasardeuse de l'affaire BAI, le pays serait mieux armé pour affronter les défis économiques. Maintenant que l'Etat croit dans le secteur privé, qu'il se montre moins interventionniste...

Tags : Eric Ng Ping Cheun Eric Ng Ping Cheun BAI Air Mauritius Emirates Public Debt Management Act 2008 Smart Cities Miracle Economique Bramer Bank Secteur Financier Economie Bleue Santé Biotechnologie Technologies Informatiques Communication Knowledge Hub

Like Share 0 Share 0 Send Tweet 0 G+ 0 G+ Share 0 Share Pin it

Last Updated on Friday, 04 September 2015 14:17